

SIMACUR

Hôtel de ville
1, avenue du Général de Gaulle
91300 MASSY
Tél 01 60 13 72 14

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU COMITE SYNDICAL**

DATE DE CONVOCATION
25 juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le premier juillet à 19h30, le Comité Syndical, sous la Présidence de Monsieur Pierre OLLIER, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie de Massy (91), en séance publique.

DATE D'AFFICHAGE
de l'ordre du jour
25 juin 2025

ETAIENT PRESENTS :

M. Blot, Mme Drancy, Mme Cailleau, M. Segaud, Mme Sauvey, M. Foisy, M. Mordefroid, M. Ollier, M. Nehme, M. Galant, M. Feugère.

DATE D'AFFICHAGE
du compte rendu :
2 juillet 2025

Formant la majorité des membres en exercice et pouvant délibérer valablement en exécution des articles L. 2121-17, 20 et 21 du code général des collectivités territoriales.

ABSENT donnant pouvoir : M. Trebulle à M. Mordefroid

ABSENTS, excusés :

M. Aarsse, M. Hubert, Mme Holuigue-Lerouge, Mme Lemmet, M. Trebulle, M. Rupp, Mme Gremion

Nombre de Membres en
Exercice : 18

Présents : 11

Absents : 7

Dont donnant pouvoir : 1



Votants : 12

Délibération n°D2025-04-01

**Changement du contrat sur la filière emballages et papiers pour la
période 2026-2029.**

ADOpte A L'UNANIMITE

Le Président certifie que la convocation du Comité Syndical et le compte-rendu de la présente délibération ont été affichés à la Mairie de Massy conformément à l'article L.2121.25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

CHANGEMENT DE CONTRAT SUR DE LA FILIERE EMBALLAGES ET PAPIERS POUR LA PERIODE 2026-2029

LE PRESIDENT EXPOSE :

Les filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) sont des dispositifs particuliers d'organisation de la prévention et de la gestion de déchets qui concernent certains types de produits. Ces dispositifs reposent sur le principe de la responsabilité élargie du producteur, selon lequel les producteurs, c'est-à-dire les personnes responsables de la mise sur le marché de certains produits, peuvent être rendus responsables de financer ou d'organiser la prévention et la gestion des déchets issus de ces produits en fin de vie. Les producteurs choisissent généralement de s'organiser collectivement pour assurer ces obligations dans le cadre d'éco-organismes à but non lucratif, agréés par les pouvoirs publics.

Sur la filière relative aux emballages et papiers, il existe actuellement deux éco-organismes concurrents : CITEO et Léko.

Le SIMACUR a signé un contrat avec CITEO pour la période 2024-2029, tout en ayant la possibilité de changer d'éco-organisme chaque année, avant le 1er octobre.

Les deux éco-organismes ont les mêmes obligations de soutiens aux collectivités territoriales pour les tonnages collectés et traités, obligations qui sont définies dans un contrat unique qui s'appuie sur l'arrêté du 7 décembre 2023 portant cahier des charges des éco-organismes pour la filière REP des emballages et des papiers graphiques.

En revanche, chaque éco-organisme dispose de ses propres interfaces avec les collectivités, et définit ses propres modalités de soutiens pour les appels à projet. À ce titre, le changement d'éco-organisme de CITEO vers Léko ne peut à priori apporter que des bénéfices pour le SIMACUR et ses adhérents par un soutien facilité aux actions qui seraient menées, et un gain de temps pour les services techniques pour satisfaire aux obligations administratives.

Je vous propose donc d'approuver et de m'autoriser à signer un contrat avec l'éco-organisme Léko, agréé pour la filière fusionnée Emballages-Papiers, d'une durée de 4 ans, avec prise d'effet au 1er janvier 2026.

En tout état de cause, le SIMACUR conserve la possibilité de changer d'éco-organisme chaque année.

Par ailleurs, les modalités de reversement aux collectivités du SIMACUR des soutiens versés dans le cadre de ce futur contrat, restent inchangées : les soutiens seront reversés à l'euro l'euro aux adhérents sur la base des modalités de calcul des soutiens :

- soutiens à la tonne : reversement au prorata des tonnages apportés par les adhérents,
- soutiens à l'habitant : reversement au prorata de la population contractuelle,
- soutiens sur la base de moyens engagés : reversement suivant déclarations / justificatifs des moyens effectivement engagés.

LE COMITE SYNDICAL,

L'exposé de Monsieur le Président entendu,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.541-10, R.543-240 et suivants du Code de l'environnement,

VU le projet d'arrêté portant cahier des charges des éco-organismes et des systèmes individuels de la filière à responsabilité élargie des producteurs des emballages ménagers, des imprimés papiers et des papiers à usage graphique ;

CONSIDERANT que deux éco-organismes vont se porter candidats à l'agrément de la filière avec chacun un contrat spécifique répondant au cahier des charges validé ;

CONSIDERANT que la signature d'un contrat REP Emballages – Papiers au 1^{er} janvier 2024 est indispensable pour assurer la continuité de la gestion administrative et opérationnelle des reprises de matériaux triés et pour percevoir les soutiens financiers au tri des collectes

APRES EN AVOIR DELIBERE,

AUTORISE le Président à signer un contrat avec un des deux éco-organismes dûment agréés et ses éventuels avenants et documents liés.

AUTORISE le Président à signer les contrats de reprise des matériaux triés en reprise filière (verre) et en reprise Titulaire (Flux Développement rigides et souples) directement liés au contrat avec l'éco-organisme agréé.

DIT que les recettes seront imputées aux exercices concernés à l'article 74.

DECIDE que les soutiens seront reversés à l'euro l'euro aux adhérents sur la base des modalités de calcul des soutiens dans le contrat :

- soutiens à la tonne : reversement au prorata des tonnages apportés par les adhérents,
- soutiens à l'habitant : reversement au prorata de la population contractuelle,
- soutiens sur la base de moyens engagés : reversement suivant déclarations / justificatifs des moyens effectivement engagés.

DIT que les dépenses seront imputées aux exercices concernés à l'article 6743

DIT que Le Président présentera au Comité Syndical les termes du contrat ainsi signé.

**ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS
POUR EXTRAIT CONFORME**

LE PRESIDENT,



Pierre OLLIER

